

reconnaître qu'au cours des dernières années, les Américains se sont efforcés de soutenir les démocraties un peu partout dans le monde.»

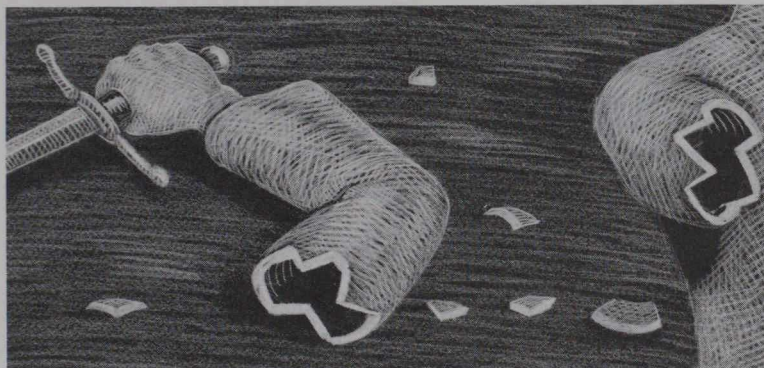
Les critiques de la politique américaine au Salvador affirment que, dans l'ensemble, la présence des États-Unis a des effets plus négatifs que positifs. Pour corroborer leurs dires, ils précisent que la guerre se poursuit toujours et que le pays se militarise de plus en plus, tandis que l'économie s'affaiblit. Le président Duarte déclare que la reprise économique ne pourra s'opérer tant que la guerre durera, mais d'autres font valoir que les combats continueront de faire rage tant que le peuple n'aura pas le sentiment d'avoir obtenu une certaine justice sociale.

M. José Luis Galdez est professeur de sociologie à l'Université du Salvador : «Personne ne sait exactement comment mettre fin au conflit. Tous les éléments du peuple salvadorien, tous ceux qui ont quelque chose à dire, à savoir le gouvernement, le FMLN, le FDR*, l'opposition légitime et les syndicats, doivent négocier ensemble pour trouver la solution. Notre pays doit découvrir cette dernière, mais elle doit d'abord et avant tout être salvadorienne. Il faut en premier lieu faire en sorte que les États-Unis cessent de se mêler de nos affaires. Ensuite, les Salvadoriens pourront discuter de la guerre et chercher une solution pour établir une paix véritable et juste.»

ENTRE-TEMPS, LA GUERRE ABSORBE les ressources et fauche les vies. Les guérillas sont moins nombreuses qu'elles étaient, mais elles sont encore actives dans de vastes régions du pays : Morazan, San Miguel, Usulután, La Libertad, Chalatenango... et Oaxapa.

À peine trente kilomètres à l'extérieur de San Salvador, Oaxapa a été la cible de l'Opération Phoenix : des attaques aériennes massives contre les guérillas, dont on dit qu'elles sont retranchées dans des galeries creusées dans les flancs du volcan. Dans les villages juste en dehors de la zone visée, les habitants montrent du doigt des nuages de fumée s'élevant du volcan et nous disent : «C'est là qu'ils ont bombardé la nuit dernière.» Ou : «C'est là que l'armée incendie tout.» Les maisons, les huttes et tout ce qui pourrait être utile à l'ennemi. Les villageois se sont plus ou moins habitués à ce scénario.

En provenance de la zone visée arrivent quelques-uns des centaines de milliers de réfugiés que la guerre a expulsés de chez eux. Dans un camp de réfugiés aménagé à la périphérie de la capitale, une religieuse canadienne surveille une équipe qui soigne et nourrit 700 personnes à la fois. L'ambassadeur américain a accusé Soeur Andrea d'abriter des éléments subversifs, et celle-ci nous apprend que l'armée a fait plusieurs descentes dans le camp, cherchant de toute évidence par là à l'intimider. Mais un jour, Soeur Andrea a perdu patience et elle a littéralement chassé



les soldats hors du camp pour voir ainsi jusqu'à quel point le gouvernement était résolu à la harceler.

Au siège de la Commission des droits de la personne à San Salvador (il ne s'agit pas de la Commission gouvernementale des droits de la personne), de jeunes enfants jouent ensemble dans une petite cour intérieure poussiéreuse, parmi les piles de documents et d'affidavits, tandis que des bénévoles préparent à manger aux gens qui se sont temporairement réfugiés là. Sur un mur sont affichées les photos de neuf personnes qui ont été abattues ou sont «disparues» récemment. Sur un autre mur, un tableau révèle combien de personnes sont mortes depuis 1981... 56 626 en tout, et 1 821 l'an dernier. Le gouvernement admet qu'il y a encore des tueries, mais «c'est la guerre», fait-il valoir. Au bureau des Droits de la personne où nous sommes, on soutient toutefois que c'est là l'oeuvre de l'armée.

Je demande combien de civils les guérillas ont tué. «Aucun, à notre connaissance», me répond-on. Mais le jour même, les journaux mentionnent l'exécution des maires de deux villages par des guérillas. L'existence de deux commissions des droits de la personne (une de la gauche, et une de la droite) atteste de la polarisation politique du Salvador.

DEPUIS L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT Duarte, en 1984, et la victoire de son Parti démocrate-chrétien aux élec-

tions législatives de 1985, les États-Unis croient que le Salvador a retrouvé le chemin du salut, à condition que son voisin nicaraguayen ne s'ingère pas dans ses affaires en soutenant les guérillas. Selon Washington, le Salvador peut, avec des conseils et beaucoup d'argent, triompher des forces révolutionnaires de la gauche et satisfaire graduellement au désir de changement exprimé par le peuple. Quand il n'est pas devant la Chambre de commerce, le président Duarte lui-même parle éloquemment de ses propres idéaux révolutionnaires. Il nourrit peut-être

de nobles sentiments, mais il fait face à d'énormes problèmes, et ses chances de succès sont plutôt minces.

Le peuple est fatigué de la guerre, certes, mais après avoir tant lutté et avoir payé un si lourd tribut, il n'est pas près de renoncer à ses exigences concernant un nouvel ordre social et à une redistribution radicale des ressources. Pour que cela se produise, toutefois, M. Duarte devra réussir à relancer l'économie et s'assurer que le changement profite au peuple. Mais les obstacles foisonnent : les États-Unis insistent sur l'emploi de la force militaire, la droite et les hommes d'affaires sont intransigeants, les chefs de guérilla refusent d'accepter rien de moins qu'une restructuration gauchiste radicale du gouvernement, et d'aucuns soutiennent que des membres du parti de M. Duarte ont cédé à la corruption.

Le fait que M. Duarte doive compter avec cinq cents ans d'oppression coloniale et de dissensions qui ont beaucoup appris aux Salvadoriens sur la corruption, la tricherie et la violence, et très peu sur l'évolution pacifique et la démocratie, constitue sans doute pour lui l'obstacle le plus formidable.

Comme les autres pays centraméricains, le Salvador subit profondément les contrecoups de ce qui se passe au Nicaragua, où les États-Unis misent fortement sur l'action militaire pour renverser le gouvernement de Daniel Ortega. Cependant,

les récents scandales qu'ont provoqué la vente d'armes à l'Iran et le détournement d'armes et de fonds au profit des contras ont affaibli le jeu de l'Administration, ce qui pourrait redonner vie aux propositions de paix formulées par le groupe de Contadora (la Colombie, le Venezuela, le Mexique et Panama) et, plus récemment, par le président du Costa Rica.

UNE DÉFAITE DE RONALD REAGAN ET une victoire sandiniste encourageaient peut-être les guérillas salvadoriennes à redoubler leurs efforts pour opérer dans leur pays une révolution à la nicaraguayenne. En outre, les chefs de guérilla, qui ont perdu espoir de voir un changement s'effectuer par des voies pacifiques tant que les États-Unis seront résolus à donner tous les ordres, verraient alors une occasion d'amorcer des pourparlers avec le gouvernement du Salvador.

«No hay uno salvador para El Salvador», déclare le président Duarte. «El Salvador, le Sauveur, n'a pas de sauveur.» M. Duarte espère pourtant faire mentir ce dicton. C'est un pays magnifique ayant une triste histoire. La chance s'offre maintenant à lui de construire un avenir sur les ruines fumantes d'un passé mouvementé, et aux États-Unis, de se protéger contre un front méridional hostile en préconisant judicieusement une troisième voie, en dehors de la dictature communiste et de la tyrannie de la droite qui en sont venus au cours de notre siècle à représenter les seuls choix accessibles aux peuples d'Amérique centrale. Ce sera une tâche délicate, une tâche que ne comprennent pas bien toutes les forces façonnant aujourd'hui le gouvernement des États-Unis, et une tâche dont se soucie peu la majorité de la population américaine qui n'a en général que deux préoccupations au sujet de la région : elle ne veut pas d'un autre Viet-Nam, ni d'une autre Cuba. On peut supposer qu'elle accueillerait favorablement une troisième option pour les pays du tiers-monde situés non loin des frontières américaines. □

Pour en savoir plus

Steven Baranyi, *La paix est-elle possible en Amérique Centrale?* ICPPSI Exposé numero 8, octobre 1986.

Centre québécois des relations internationales, *L'Amérique centrale, pouvoirs régionaux et enjeux mondiaux*, 1986.

Michael Stuhrenberg et Eric Venturini, «Ni paix ni guerre au Salvador», *Le Monde diplomatique*, décembre 1986.

*Le FMLN et le FDR sont les guérillas politico-militaires du Salvador.